

Contribution et Propositions dans le cadre du Forum régional Européen sur l'éducation, les langues et les droits humains des minorités de l'ONU - 6 Et 7 mai Parlement Européen – Bruxelles-

Les contributions écrites suivantes ont été faites dans le cadre des Panel 2 et 3.

1. Plusieurs des intervenants du panel 2 ont souligné la question importante des buts et objectifs de l'éducation en langue minoritaire. Alors que les initiatives des communautés linguistiques et la nécessité intégrées par elles du multilinguisme, il me paraît important à ce moment-là de nos échanges de mentionner ici que souvent lorsque les communautés parlent « pédagogie » et « droits humains » certains Etats, comme la France, répondent Idéologie et font preuve de paranoïa en affirmant que les langues régionales ou minoritaires menacent la langue Française.
2. Dans le cas des langues particulièrement minorisées, seules des écoles séparées offriront un environnement actif et sécurisé pour la transmission sereine de la langue. La question à se poser est bien « veut-on faire des écoles bilingues » ou veut-on par l'enseignement faire en sorte que « les enfants soient des bilingues actifs dès la petite enfance et des multilingues ensuite »

Proposition

Travailler à ce que les outils de normes de droits linguistiques de l'union européenne soient axés sur la pédagogie, afin que les Etats ne puissent s'y opposer.

1. Nos écoles sont associatives et sont ouvertes à toutes les familles désirant assurer une éducation de leurs enfants en langue bretonne sans distinction socio professionnelle, philosophique ou politique.
Les écoles sont gratuites et ouvertes à tous, cela veut dire que les parents sont des membres impliqués et doivent organiser des événements pour trouver du financement.
2. Lorsque l'on compare le pourcentage des résultats au baccalauréat ces dernières années,, lorsque les meilleurs résultats en France se situent autour de 90 % le résultat des élèves de Diwan est de 98 %
3. Par le passé il était possible jusqu'à la fin des années 1990, il était possible pour des écoles des différentes langues minorisées de bénéficier de fonds de l'union européenne pour organiser des rencontres et échanges. Ainsi en 1988 a débuté Euroskol en Bretagne, qui réunissait des jeunes de 10 /11 ans qui étaient scolarisés dans 15 systèmes bilingues « langue de leur communauté/langue de l'Etat » Ces rencontres se sont poursuivi tous les deux ans et se sont tenues au Pays de Galles, en Frise, chez les slovènes d'Italie... Jusqu'à une interruption faute de moyen.

Propositions :

- *Faire en sorte que la politique linguistique de l'Union Européenne existe et soit une mission spécifique d'un commissaire de l'U.E.*
- *Créer des mini Erasmus ou Lingua spécifiquement destinés aux langues minorisées, afin de garantir qu'elles puissent y avoir accès.*